



## Résolution politique

Conseil national des 17 et 18 juin 2023

# Écosocialisme ou barbarie

### Le contexte international

La réorganisation du mode de production et de domination du capital se traduit par une conquête de nouveaux marchés, la production de nouvelles marchandises inutiles et la nécessité de nouveaux moyens d'acheminement, de transformation et de diffusion, intégrant les capacités de l'IA comme de nouveaux relais d'extorsion de plus-value avec toutes les conséquences sociales, écologiques et politiques qui en découlent.

Les conflits en cours (Ukraine, Soudan) ou larvés (Chine/Taïwan, Azerbaïdjan/Arménie, Afghanistan/Iran) illustrent bien les nouvelles zones d'influence, les nouveaux circuits d'échange et donc les nouvelles expressions de l'impérialisme.

En miroir, les poids économiques et diplomatiques changent de main. C'est bien la Chine qui joue un rôle d'acteur central dans cette redéfinition mondiale des rapports de forces.

Depuis plus d'une décennie, la Chine a planifié la conquête des terres rares indispensables aux énergies nouvelles et aux véhicules électriques, notamment par l'achat de milliers d'hectares prometteurs en République démocratique du Congo ou en Amérique du Sud.

Elle est maintenant aux avant-postes dans le solaire, l'éolien et les voitures électriques.

Cette domination économique a des conséquences politiques car la Chine est en mesure de jouer un rôle de puissance diplomatique centrale, comme en atteste le plan de paix entre l'Arabie saoudite et les rebelles yéménites, ou encore la capacité à moyen terme à peser pour une solution politique dans le conflit ukrainien.

Nul doute que, dans ces deux cas, le contrôle de la Mer Rouge et du Canal de Suez, ainsi que la nouvelle Route de la Soie via l'Europe centrale, font partie des objectifs du néo-capitalisme chinois.

## **Mise en danger des conquêtes sociales, de la démocratie et de l'écosystème**

Le capitalisme exploiteur mène une guerre de classe sans merci contre les travailleur·euses, leurs organisations et leurs conquêtes sociales. Il est aussi prédateur de l'écosystème, organisant un pillage méthodique de la nature.

Au Brésil, malgré la victoire de Lula, la Chambre des Député·es vient de voter la possibilité d'une déforestation accélérée de l'Amazonie et la négation des droits des populations qui y vivent.

Face à cette réorganisation brutale du monde, des secteurs politiques et sociaux ne peuvent s'adapter et se fondre dans cette globalisation effrénée du monde, ou s'opposent radicalement à elle. C'est le cas de secteurs entiers des petites et moyennes bourgeoisies nationales qui choisissent la voie du fascisme, ce dernier surfant à la fois sur la frustration et le mécontentement des classes populaires pour en canaliser l'énergie au profit du maintien du système capitaliste.

C'est alors que l'oligarchie considère que la démocratie et les systèmes sociaux sont trop lourds et trop coûteux.

## **La démocratie devient un obstacle pour les puissants**

Le vent ultra-réactionnaire qui souffle sur le monde en est la preuve. De l'Italie au Chili, de la Finlande à la Turquie, ce sont les idées ultra-conservatrices qui sont à l'œuvre avec la promotion des solutions inégalitaires et ethnicistes.

La gauche échoue aux élections en Grèce et en Espagne. La gauche au pouvoir au Chili échoue à faire aboutir son projet de nouvelle constitution avec l'arrivée de l'extrême-droite au Conseil constitutionnel. Ces quelques exemples doivent nous inciter à réfléchir aux conditions d'un futur succès de la gauche en France et en Europe.

Les outils de propagande médiatique, portés par des médias détenus par d'énormes puissances financières, agissent comme autant d'outils de matraquage, de conditionnement et de désinformation des masses, prônant le culte de la marchandise et de la force, de la glorification de l'individualisme, de la compétition et de la concurrence, en lieu et place des solutions collectives, solidaires et citoyennes. La somme des intérêts particuliers se substitue à l'intérêt général.

## **Sur les questions internationales aussi, Macron est un problème**

Macron est sourd à la montée du sentiment anti-français en Afrique sub-saharienne car incapable de changer la politique africaine de la France en abandonnant ses visées militaires impérialistes au profit d'un codéveloppement solidaire avec les peuples de l'Afrique.

La guerre en Ukraine que ne voulaient ni le peuple ukrainien ni le peuple russe a concrètement débuté avec l'agression déclenchée par Poutine. Cette guerre, le Peuple français ne la veut pas non plus. Elle ne pourra cesser que par des négociations diplomatiques entre les deux pays. La diplomatie est la seule façon de faire gagner la paix.

La Communauté politique européenne (CPE) est une instance informelle de coopération intergouvernementale, lancée à l'initiative de Macron en 2022 dans le contexte de l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Elle a pour objectif de renforcer la sécurité, la stabilité et la prospérité du continent européen, tout en permettant un meilleur accompagnement des candidats à l'UE. L'enjeu est de pouvoir stabiliser les frontières européennes à distance de l'UE et de renouer des relations avec des pays tels que la Turquie, l'Ukraine et le Royaume Uni. Quarante-sept pays étaient présents lors de la deuxième réunion de la CPE le 1er juin 2023 en Moldavie.

Cette initiative de Macron fait directement concurrence au Conseil de l'Europe en charge des Droits de l'Homme, provoquant l'irritation de cette institution internationale.

## **Le mouvement de contestation en France**

### **De la revendication économique à l'aspiration à la 6<sup>e</sup> République**

Comme durant la période des Gilets jaunes, la mobilisation sur les retraites débutant avec des revendications concrètes sur les conditions matérielles d'existence finit par déboucher sur des revendications politiques et institutionnelles. Ainsi, dès l'invocation du 49.3 pour imposer cette contre-réforme à un Parlement prêt à la rejeter, la mobilisation sociale a repris des mots d'ordre sur la démocratie et la volonté d'avoir un Parlement plus fort et plus représentatif du Peuple.

### **Le mouvement social, l'unité syndicale**

Le mouvement social s'est construit pendant six mois autour de grandes journées d'action unitaires et de luttes emblématiques. Localement, la conscience citoyenne s'est réveillée, ce qui s'illustre dans un soutien aux luttes. Cela s'est aussi traduit par les fortes mobilisations dans les petites et moyennes villes. Cette séquence a eu un retentissement international, donnant espoir à de nombreux secteurs sociaux dans d'autres pays. En janvier, l'unité syndicale tant espérée s'est réalisée. Elle a été un point d'appui déterminant pour donner confiance au mouvement social et elle a été précieuse pour maintenir une continuité et une cohérence de la mobilisation durant tout un semestre. Le mouvement social n'a cependant pas réussi à arrêter cette contre-réforme des retraites. Le pays n'a pas été bloqué pendant plusieurs semaines et la jeunesse n'est pas entrée massivement dans le mouvement. Une des explications importantes en est la dégradation des conditions des rapports de forces dans l'entreprise en raison de lois successives (Pénicaud, Rebsamen, etc.). Du point de vue de la bataille parlementaire, malgré une opposition acharnée de La France insoumise suivie par la NUPES, la macronie a réussi à clore cette séquence en pratiquant un putsch parlementaire, notamment lors de la

Commission des affaires sociales du 31 mai, en travestissant l'ensemble des dispositions de la Constitution et du Règlement de l'Assemblée nationale. La Présidente de l'Assemblée nationale a abdiqué ses prérogatives, laissant l'Assemblée aux mains de l'Exécutif. Force est de constater qu'en France, la séparation des pouvoirs, fondement de la démocratie, n'est plus garantie. Ce constat est renforcé par la mise en place d'une politique répressive contre le mouvement social et d'une criminalisation des manifestant·es.

Cette situation appelle inévitablement à une réflexion profonde sur les raisons d'un échec malgré un rejet largement majoritaire dans le pays. Les bases de cette réflexion doivent se poser sur une remise en cause de la V<sup>e</sup> République avec passage à la 6<sup>e</sup> République, sur la protection des travailleurs et travailleuses par un renforcement du Code du Travail. Cela signifie que nous devons travailler en profondeur la question des pratiques collectives et d'auto-organisation ainsi que celle de la construction d'organisations de masse permanentes (associations, syndicats, partis) pour transformer collectivement la société et construire ensemble une alternative.

### **NUPES, LFI, quel rôle pour le PG ?**

Puisque le Peuple n'est pas d'accord, « passons-nous du Peuple et décidons entre nous » : telle est la politique de Macron, de l'oligarchie qu'il représente et de l'UE aux directives de laquelle il contribue et nous soumet.

Le Parti de Gauche doit donc, dans ce contexte et en lien avec celles et ceux qui partagent les mêmes objectifs localement, s'organiser pour susciter et entretenir la résistance sans se disperser.

Les formations du Parti de Gauche ainsi que celles de l'Institut La Boétie apportent des éléments fondamentaux pouvant désormais alimenter notre réflexion et notre action à une plus large échelle. Nous devons décliner et réactualiser notre programme sur le terrain des luttes. Nous devons réactualiser notre programme écosocialiste pour répondre à l'urgence climatique, à l'urgence sociale et à la barbarie du monde.

Nous restons fidèles à la ligne définie par les Congrès précédents en ce qui concerne notre participation à la France Insoumise. Mais, à l'heure où elle se structure au niveau des départements, nous restons vigilant·es d'une part quant aux rôles et aux contributions spécifiques des forces politiques intégrées et d'autre part quant au respect auquel ont droit nos militant·es. Nous réaffirmons la nécessité d'avoir un espace d'échange et de décision aux niveaux local et départemental ainsi qu'au plan national dans le cadre du Conseil politique de la France Insoumise.

La NUPES constitue aujourd'hui la seule alliance électorale dont nous pouvons disposer. Elle est à consolider durablement. C'est autour du programme partagé de la NUPES au niveau national que nous devons initier, conforter, développer localement la déclinaison de la NUPES. Le Parti de Gauche privilégie partout où c'est possible cette alliance mais déplore qu'elle puisse être à périmètre variable selon les élections et surtout le contexte local.

## **Nos campagnes politiques**

### **Féminisme**

Le tragique décompte des féminicides continue de s'égrener. Au 8 juin 2023, on comptait déjà cinquante-cinq femmes tuées par leur conjoint où leur ex-conjoint. Sur le front des violences sexistes et sexuelles, pas de répit ! Le Parti de Gauche réaffirme avec force la place centrale du féminisme dans la lutte politique pour l'émancipation humaine.

### **Anti-fascisme**

Depuis la campagne présidentielle de Zemmour, le RN et les réseaux d'extrême-droite qui ne se fréquentaient plus ont débuté un travail de remise en commun de leurs actions violentes, qui connaissent une recrudescence contre tout ce que les fascistes voient comme une marque d'altérité : perturbation de lectures drag, agression d'un collaborateur parlementaire insoumis, attaques du centre LGBTQIA+ de Tours, pressions, démonstrations de force et sabotages entraînant l'annulation de spectacles, opposition forte à l'installation de centres d'accueil de réfugié·es (comme à Saint-Brévin, où le Maire a vu son domicile incendié et a été contraint de démissionner et quitter sa ville), attaque contre les militant·es du Parti de Gauche et de la France Insoumise à Rennes, intrusion à Perpignan dans une réunion NUPES portant sur la question des migrations, sans que la presse et la macronie ne s'en émeuvent. Les media mainstream utilisent les méthodes de la propagande pour faire monter l'extrême-droite dans l'opinion publique. Les chaînes de Bolloré sont en première ligne dans ce domaine pour proposer la propagande de l'extrême-droite et du capitalisme.

Par ailleurs, il convient d'analyser la hausse des courants écofascistes dans les territoires ruraux. Ils sont à l'origine d'un discours sur « la terre qui ne ment pas » (comme le pensait Pétain) et sur une idée de nature fortement excluante des minorités. Le mouvement est parfois couplé à une dynamique confusionniste et ésotérique qu'il faut combattre.

Depuis le Conseil national de décembre 2022, le Parti de Gauche appelle à la plus grande vigilance et à développer les conditions de l'autodéfense unitaire et démocratique, pour ne laisser aucune marge de manœuvre aux agressions.

Constatant la force du mouvement social contre la réforme des retraites, les fascistes n'ont cependant pas osé attaquer les manifestations.

Macron porte une très lourde responsabilité dans la banalisation idéologique de l'extrême-droite en recyclant ses thèmes (« pays réel », « nation organique », « décivilisation »). Macron, en recyclant Maurras et Pétain, deux antisémites, parle de « processus de décivilisation » pour désigner des actes de violence, reprenant ainsi un terme que l'extrême-droite utilise fréquemment pour désigner l'immigration. Un terme qui renvoie au mépris de classe et au regard colonial, un terme visant les gens du peuple ainsi que les étranger·ères, surtout les musulman·es et les colonisé·es.

Absente de l'hémicycle, où la macronie lui décerne des brevets de respectabilité, et opposée aux luttes dans la rue pour défendre les droits et intérêts de toutes les travailleuses, l'extrême-droite invective par des combats locaux violents et diffuse son idéologie. Cette bataille culturelle relayée par les médias contribue à la banalisation des discours des plus réactionnaires.

L'extrême-droite et la droite mènent une entreprise de révisionnisme de l'Histoire et remettent en cause la liberté de création et d'expression artistiques.

## **Pour l'égalité des droits**

Le projet de loi « Asile et Immigration » porté par Darmanin sera un élément majeur de la prochaine période. Ce projet est une menace pour les réfugiés en France du désordre mondial, mais aussi pour les conditions du débat public. Le Parti de Gauche sera au premier rang de la mobilisation sur ce combat.

## **6<sup>e</sup> République**

Nous avons passé des milliers d'heures à décrypter le texte du Traité Constitutionnel Européen (TCE), pour que le NON l'emporte. Se lancer dans la réflexion et le débat pour définir une nouvelle Constitution n'est pas plus compliqué ! Franchissons une étape, après avoir expliqué la nécessité du changement, en créant des ateliers participatifs de définition des grands contours d'une future Constitution pour donner chair à cette idée potentiellement complexe.

De la même façon, des ateliers participatifs permettront de donner consistance à l'écosocialisme autour des différents thèmes, en travaillant sur des exemples concrets qui parlent aux populations localement : conditions de vie, travail, santé, éducation, transition énergétique, féminisme, laïcité, voici les thèmes que nous devons approfondir et travailler en priorité.

## **S'engager pour la Paix et le non-alignement**

Pour la paix, refusons la guerre ! On ne crée pas la paix en inondant le monde d'armes. Tous les efforts doivent maintenant se concentrer sur une solution diplomatique du conflit en Ukraine.

Depuis 2008, le capitalisme mondialisé traverse une crise financière majeure, masquée par les interventions massives des banques centrales et du FMI, qui abondent en liquidités un système qui menace à tout moment d'exploser, alimentant ainsi l'inflation spéculative. Comme dans toutes les crises du Capital, sa surabondance accumulée est nécessairement suivie d'une phase majeure de destruction, destruction physique et/ou monétaire, pour contrer la baisse tendancielle du taux de profit et assurer la rentabilité de la phase ascendante suivante par la « reconstruction ». D'ores et déjà, la reconstruction de l'Ukraine est programmée par les grandes firmes nord-américaines et leur puissance financière dominatrice.

La première étape est déjà engagée par la transformation programmée de l'économie en économie de guerre dans laquelle les marchands de canons sont en première ligne, soit pour liquider leurs surplus, soit pour tester de « nouveaux produits », mais toujours pour assurer leurs profits. La nouvelle loi pluriannuelle de programmation militaire (LPM 2024-2030) en atteste : en France, 413 milliards d'euros sont engagés pour sept années dans cette course aux armements, contre 295 milliards pour la LPM précédente (2019-2025), soit une augmentation de 40 % !

Nous sommes bien entré·es en phase de conversion vers une économie de guerre, d'autant que, précision importante, « la programmation militaire n'inclut pas les moyens dédiés au soutien militaire à l'Ukraine, qui seront financés par ailleurs ». Pourtant, à ce jour, la France n'a pas déclaré la guerre à la Russie, aucun débat parlementaire n'ayant été engagé à ce titre.

À titre de comparaison, le budget du ministère de l'Éducation et de la Jeunesse pour 2023 s'est élevé à 59 milliards d'euros et celui de la culture à... 4,2 milliards ! En revanche, le budget annuel des armées atteindra 60,32 milliards d'euros en 2028 et sera augmenté de 4,33 milliards chaque année.

La guerre en Ukraine est une catastrophe pour les peuples du monde et pour notre planète commune. La Paix est une affaire sérieuse, elle concerne toutes les forces politiques du monde.

### **Le Parti de Gauche, parti écosocialiste**

Le Parti de Gauche s'inscrit sans réserve dans les luttes et les résistances contre la destruction et/ou la privatisation du vivant (contre les OGM et l'agrochimie), contre l'accaparement des terres et des biens communs tels que l'eau, contre la mise en œuvre des projets écocides (comme l'autoroute A69 Castres-Toulouse). Face à la montée en puissance des mobilisations écologistes – qu'elles soient locales, nationales voire internationales –, le gouvernement utilise tout l'arsenal des régimes autoritaires. Dans ce cadre, les pôles de résistance s'organisent ; les réseaux d'action et de solidarité se déploient. L'aspiration à une démocratie directe et de proximité trouve dans ces luttes une traduction spécialement parlante d'une nouvelle radicalité, que ce soit dans les revendications portées ou bien dans la diversité des modalités et des formes d'action.

Une guerre du feu se prépare via des incendies sans commune mesure qui ont et vont avoir lieu en France : aucune préparation du gouvernement, avec une Sécurité civile dont on a réduit les moyens, tant humains que matériels, et désorganisé la fonction principale de lutte contre le feu et les catastrophes naturelles et industrielles.

Face à cela, le gouvernement n'a fait qu'appliquer une stratégie de répression. La novlangue utilisée comme « l'éco-terrorisme » est la preuve de la tentative de renversement des responsabilités de l'augmentation des violences, comme à Sainte-Soline par exemple.

Le Parti de Gauche et ses militant·es sont au cœur de ces combats. Elles et ils agiront pour que partout, dans les cités comme dans les campagnes, sur les lieux de travail comme sur les lieux de vie, les luttes pour la justice sociale se conjuguent avec la nécessaire bifurcation écologique.

**Le Parti de Gauche s'engage dans cette longue campagne pour la Paix et le non-alignement.**

**Nous non plus, nous ne lâchons rien !**

**Le pouvoir au Peuple !**

**Vite la 6<sup>e</sup> République !**

**Vite l'écosocialisme !**

**Pour la paix dans le monde !**